

Plan de reconstruction du réseau viaire, publié dans l'ouvrage *Le plan général de reconstruction de Moscou*, 1936.

Élisabeth Essaïan a soutenu une thèse de doctorat en architecture, Le plan général de reconstruction de Moscou de 1935. La ville, l'architecte et le politique. Héritages culturels et pragmatisme économique, sous la direction de Jean-Louis Cohen, en décembre 2006, à l'université de Paris 8.

Le jury était composé d'Alessandro de Magistris (École polytechnique de Turin), Christian Topalov (EHESS), Yves Cohen (EHESS), Valérie Pozner (CNRS-ARIAS), Paola Vigano (université de Venise).

Elle a obtenu, en 2007, le prix de thèse spécial sur la ville décerné par l'Aperau, le Certu, le CFDU et le Puca.

Elle a également reçu le prix de la thèse en architecture de l'Académie de l'architecture, en octobre 2007.

Le plan général de reconstruction de Moscou de 1935

La ville, l'architecte et le politique Héritages culturels et pragmatisme économique

Élisabeth Essaïan

Dans sa contribution à l'ouvrage L'architecture des régimes totalitaires face à la démocratisation, Yannis Tsiomis pointait les ambiguïtés de la notion d'architecture totalitaire : « Qu'est-ce que l'architecture totalitaire ? Est-ce l'architecture d'un régime totalitaire ? Une architecture où prime la monumentalité ? Une architecture qui sélectionne certains styles au détriment d'autres ? Bref, est-ce une question politique, une doxologie spatiale du pouvoir ou du régime, une question de taille [...] ou une question stylistique ? » (p. 32).

Si ces interrogations salutaires permettent de poser les limites de la notion, plus générale, d'art totalitaire¹, deux autres aspects semblent essentiels pour la compréhension de la production architecturale et urbaine de la période stalinienne.

En effet, à trop interroger la dimension symbolique et idéologique de cette production architecturale, on en vient à négliger son cadre économique et le rôle que celui-ci a pu jouer dans la réalisation et la définition de la forme. On en vient également à oublier que quel que soit le cadre de production d'un projet architectural, et plus encore d'un projet d'urbanisme, sa conception et sa réalisation résultent toujours d'une négociation entre plusieurs acteurs (Claude V., 2006).

Faire ce rappel aujourd'hui pourrait ou devrait sembler superflu tant le renouvellement des recherches en histoire de l'URSS a permis, depuis ces quinze dernières années, d'apporter de nouveaux éclairages sur la fabrique et les réalités du système soviétique. Ces recherches ont également contribué à modérer l'opposition existante

entre les deux approches historiques, « totalitarienne » et « révisionniste », cristallisées durant les années soixante. Les représentants de la première approche, autour de la figure centrale de l'historien américain Martin Malia, défendaient l'idée du monolithisme du parti-État et proposaient une lecture d'une société totalement régie par le haut. Ceux de l'approche, qualifiée par les premiers, de « révisionniste » soutenaient l'idée de l'autonomie du social par rapport au politique. Cette deuxième approche était jugée par Malia comme une « tentative idéologique pour faire du système soviétique le produit d'une action du peuple » qui, en défendant « l'action déterminante des forces économiques et sociales », faisait succéder « aux "études sur le régime" [...] les "études sociales", destinées à expliquer les processus soviétiques "par en dessous", comme expressions de la société, plutôt que "d'en haut" comme imposés par l'État » (Malia M., 1995, p. 21). La critique de Malia visait notamment les deux principaux représentants de l'école « révisionniste » anglo-saxonne : les historiens Moshe Lewin et Sheila Fitzpatrick. L'ouverture des archives à partir des années 1992 et les travaux qui en sont sortis ont permis d'atténuer en grande partie la fracture entre ces deux visions extrêmes (Osokina E., 2001; Xlevnjuk O., 1996; Kondratieva T.; Blum A., 2004; Blum A., Mespoulet M., 2004; Nérard F.-X., 2004).

De fait, à la lumière des archives, ils redessinaient une histoire de l'URSS qui n'était plus faite de ruptures radicales et définitives : avant-après la révolution, les années vingt – les années trente, mais une histoire soumise à des processus contradictoires et des interactions complexes entre le politique et le social. Comme l'écrivait en 2004 l'historien Alain Blum, elle « redonnait aux populations une place centrale, sans pour autant nier le caractère très politique de cette histoire, et le rôle personnel de Staline

^{1.} Notion qui a connu une grande fortune critique après la publication de l'ouvrage d'Igor Golomstok (1991). Ce livre qui n'a pas pour thème « l'art sous les régimes totalitaires », mais « l'art totalitaire » né, comme écrit l'auteur dans sa préface : « de l'intuition de l'étrange proximité de deux systèmes artistiques [stalinien et hitlérien] qui [...] semblaient antagonistes ». Voir également Boris Groys, 1990.



Rue Gorki en cours de reconstruction.

surtout, mais aussi d'autres dirigeants, pour expliquer certaines transformations, certaines ruptures et certaines violences » (p. 25).

Or, si ce renouvellement fut important dans le domaine de la recherche en histoire soviétique, l'écriture de son histoire architecturale et urbaine n'a pas connu de semblables bouleversements ou, tout au moins, les résultats des recherches restent encore peu publiés et diffusés. Ceci explique en partie une certaine permanence de la vision « totalitarienne », sans que ses auteurs s'en réclament nécessairement. Les travaux d'Anatole Kopp, dont les premiers datent du milieu des années 1960, relevaient incontestablement de cette école de pensée. Le fait que son Architecture de la période stalinienne, publié en 1978, constitue encore aujourd'hui l'ouvrage le plus complet consacré à ce sujet accessible en langue française, mérite que l'on s'y attarde. Le contexte de sa parution explique en partie les positions historiques qui y sont défendues. Un an avant la sortie de L'architecture de la période stalinienne, la revue L'architecture d'aujourd'hui publiait deux articles : « Formalisme-Réalisme » de Bernard Huet et « Une éducation réaliste » d'Aldo Rossi ainsi qu'un entretien avec ce dernier. Les deux architectes y vantaient les mérites de l'architecture et de l'urbanisme de la période stalinienne.

C'est moins en chercheur qu'en architecte engagé que Bernard Huet souhaitait attirer le regard sur cette page de l'histoire architecturale en reconnaissant au réalisme socialiste le statut de modèle à suivre : « Il n'est pas seulement un épisode glorieux de l'histoire de l'architecture contemporaine, écrivait-il, mais aussi la seule alternative proposée aux "formalismes" nés de la faillite des avant-gardes [...]. Les ricanements, l'incompréhension ou la stupeur qui accueillirent les architectures du réalisme socialiste témoignent de l'aveuglement des critiques, historiens et autres zélateurs du progrès et de la modernité » (p. 36).

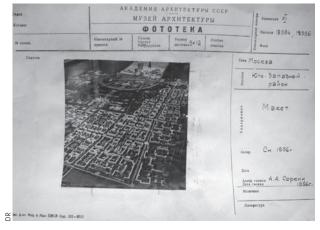
Tout comme Bernard Huet, Aldo Rossi avouait « sa profonde admiration » pour « l'architecture soviétique du temps de Staline » dans laquelle il voyait « une solution de rechange [...] à l'aspect gris et pénitentiaire de l'architecture moderne », une architecture qui constituait « un grand fait collectif » dont témoignait « l'émotion des gens simples pour les stations de métro et les constructions nouvelles ». Quant à la production urbaine, les soviétiques « ont anticipé, selon lui, une vision de la ville à laquelle tout le monde revient : la rue, les structures primaires » (p. 41).

Cette reconnaissance de la valeur de l'architecture et de l'urbanisme produits durant la période stalinienne ou exportés vers d'autres pays du bloc de l'Est, n'est pas alors le fait des seuls Huet et Rossi. En juin 1976, dans un entretien accordé à la revue Architecture Mouvement Continuité par Robert Venturi et Denise Scott Brown (1976), cette dernière reconnaissait leur fascination pour la Stalinallee de Berlin-Est. Elle y offrait d'ailleurs une analyse assez fine et inhabituelle, en étant probablement la première à établir un rapprochement entre ces opérations



50





Quartier du sud-ouest autour de l'université Lomonossov, 1953-1957.

urbaines et le mouvement de la *City Beautiful* américain, thème que Jean-Louis Cohen (1993 ; 1995) développera plus tard dans ses travaux sur l'américanisme.

Dans l'introduction de *L'architecture de la période stalinienne*, Anatole Kopp (1978) se défend d'avoir pour « motivation essentielle [...] de répondre aux "historicistes" » (p. 27). Il n'en exprime pas moins longuement son désarroi face au récent intérêt suscité par la production architecturale de cette période, en tant que modèle : « Les "historicistes" proposent des décors et des "cache-misères" à la triste réalité quotidienne. Et voilà que c'est l'architecture de la période stalinienne que certains tentent de réhabiliter

aujourd'hui² ». Réhabilitation selon lui impossible, car elle équivaudrait à « réhabiliter la dictature du stalinisme », à « réhabiliter un "contexte" dont on sait aujourd'hui ce qu'il a coûté en souffrances et en vies humaines » puisque, selon Kopp (1978), « un parallélisme rigoureux existe entre les développements politiques et sociaux de l'URSS et ceux de son architecture » (pp. 362-363). Parallélisme qu'il semble cependant oublier dès lors qu'il s'agit de projets et de réalisations des années vingt, seuls objets jugés par lui dignes d'intérêt. Le plan de 1935, auquel il consacre au demeurant très peu de pages, est qualifié de projet régressif, tout comme l'ensemble de la production architecturale et urbaine des années 1930 à 1950.

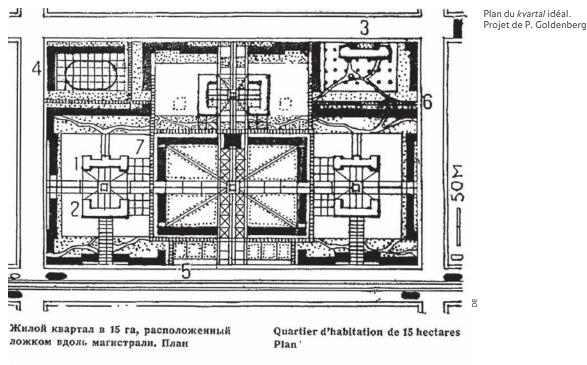
Malgré l'apport indéniable d'Anatole Kopp dans la connaissance des projets et des réalisations de cette période, ses préférences et engagements d'architecte l'ont conduit à privilégier une vision binaire de l'histoire, faite de ruptures et d'oppositions entre les années vingt et les années trente, d'épisodes glorieux et de périodes considérées comme « un échec global³ », une histoire des hommes aussi qui voit s'opposer les intègres (constructivistes) aux architectes compromis (néo-classiques).

La thèse s'est en grande partie construite dans une tentative d'échapper à cette lecture binaire, en prêtant attention aux permanences malgré et à l'intérieur des principales ruptures politiques. Prenant volontairement pour objet d'étude, non pas les monuments remarquables (qu'ils soient restés sur papier ou se soient traduits « en pierre ») – le Palais des Soviets, le métro de Moscou, les bâtiments de grande hauteur de l'après-guerre -, mais un plan d'urbanisme, le plan général de reconstruction de Moscou de 1935, nous avons essayé d'éclairer la complexité de la fabrique architecturale et urbaine dans ce qu'elle relève de phénomènes de permanences matérielles et humaines, de formes de négociation entre les différents acteurs et de pratiques d'arrangement entre le projet et sa réalisation effective. Déplacer le regard des questions symboliques et idéologiques vers la question économique, et de l'objet architecture vers l'objet ville, a permis de mieux interroger les spécificités non seulement de la forme mais également du cadre de cette fabrique et du rapport de ce cadre à la forme. Faut-il le rappeler, la réalisation d'un objet architectural a un coût bien plus important que celle de tout autre objet relevant du domaine artistique. La transformation de l'objet ville a un coût bien supérieur encore. Comme le souligne François Moriconi-Ebrard :

^{2.} Ibid., pp. 26-27. Kopp renvoie explicitement dans ses notes aux articles de Denise Scott Brown, Bernard Huet et Aldo Rossi, mais également à celui de Maurice Culot dans le n° 11 de Archives d'Architecture Moderne de 1977.

Ainsi, écrit-il dans L'Architecture de la période stalinienne :
« L'histoire des années trente à cinquante en URSS fut un échec global, nous pensons en apporter la preuve dans cette recherche », p. 19

51



1-ясли, 2-детский сад, 3-школа, 4-гараж под двором, 5-стоянка авто, 6-остановки трамвая, 7-внутриквартальный проезд, 8-хозяйственные дворики

« Les temporalités de l'agglomération se caractérisent par leur longévité : la brique, la pierre, l'asphalte, le béton, les conduites d'eau, le rail, sont faits pour durer. La mise en place de l'espace urbain coûte cher et – en l'absence de guerre ou de catastrophe exceptionnelle ou imprévisible – il ne peut être remplacé qu'au compte-gouttes » (p. 22).

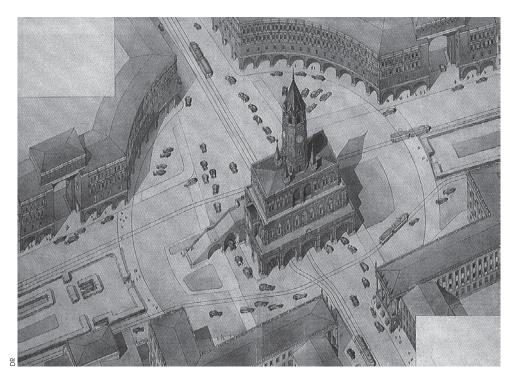
Principal projet d'urbanisme de la période stalinienne, ce « plan stalinien » de reconstruction de Moscou de 1935, aurait-il dérogé à la règle ? Conçu dans un régime politique spécifique, où la mainmise de l'État sur la production est sinon complète du moins très étendue, le projet a été réalisé dans des ateliers de planification d'État, structure fortement hiérarchisée réunissant les principales « forces architecturales » du pays. Mais il s'est appuyé surtout sur des conditions uniques, rêvées par nombre d'urbanistes et d'architectes : l'absence de la propriété privée du sol et des biens immobiliers4. Ces cadres et conditions exceptionnels ont-ils pour autant rendu plus simple la réalisation de ce projet d'urbanisme? Plus fidèle le passage du projet à l'objet? Ont-ils conduit à l'émergence d'une forme urbaine spécifique ? L'observation de la manière dont fut réalisée une des composantes essentielles de ce projet d'urbanisme, le couple kvartal/maguistral' (îlot/artère principale) permettra de répondre à ces interrogations.

4. Décrets du 8 novembre (26 octobre) 1917 et 20 août 1918.

Kvartal maguistral': un couple d'observation privilégié

Le plan de reconstruction de Moscou est conçu à grande échelle territoriale et prévoit de doubler la surface de la ville, de créer de nouveaux systèmes (vert, fluvial et de transport), de tripler le nombre de mètres carrés de logements. Il se fonde sur la conservation de la structure radioconcentrique de la ville, dont il conforte le schéma par le percement de nouvelles artères radiales et concentriques et l'élargissement des voies existantes. Parallèlement à cette grande échelle d'intervention, le plan définit l'unité de base de cet aménagement, le *kvartal* (îlot), la parcelle cessant, en l'absence de la propriété privée du sol, de remplir le rôle du plus petit module de la division urbaine.

Alors que la dimension moyenne de l'îlot historique du centre de Moscou s'élevait à trois hectares, le plan définit un nouvel îlot de dix à quinze hectares. Cette surface est directement liée aux questions de transport, de déplacement piéton et à la définition de nouveaux gabarits des voies. De fait, le grand côté du *kvartal* doit mesurer 500 mètres, une longueur qui, selon les concepteurs, constituerait la distance idéale entre deux carrefours. Elle permettrait en effet d'assurer la fluidité du trafic sans engendrer de risques dus à une trop grande vitesse des automobiles, tandis que l'habitant du *kvartal* n'aurait à parcourir au maximum que 250 mètres pour atteindre les angles de l'îlot où seraient situés les arrêts de transport.



Projet de réaménagement de la place Soukharevskaïa.

Les immeubles d'habitation de six, sept étages se répartissent dans le périmètre, et encadrent un grand square central. Le *kvartal* doit aussi accueillir, en son cœur, des bâtiments de plus faible hauteur, destinés aux équipements de proximité tels les crèches, les écoles, les jardins d'enfants. Les commerces sont placés en rez-de-chaussée, sur rue. L'accès aux logements se fait depuis la cour, à laquelle on accède par des arches monumentales percées sur les deux à trois premiers niveaux de l'immeuble d'habitation. Avec une densité prévue de 400 habitants par hectare, ces grands *kvartaly* étaient donc censés accueillir de 4 000 à 6 000 habitants, sans que ces derniers chiffres n'aient jamais été annoncés.

52

La ville serait donc divisée en grandes unités urbaines de dix à quinze hectares, organisées autour de cours végétales et séparées par des artères radiales ou concentriques, dont la largeur varierait, suivant leur importance, de cinquante à cent vingt mètres, le tout scandé par de vastes places.

Quand la ville existante redessine le projet

Les pages des revues professionnelles de cette période abondent de projets appliquant ces principes sur le centre historique, territoire prioritaire de la reconstruction. Les représentations en plan de ces projets sont dessinées sur fond de cadastre ancien, document vidé de sa fonction juridique, mais utilisé en tant que support pour l'inventaire du bâti. Ce mode de représentation sur fond d'existant confère à ces documents un réalisme technique et les projets dessinés laissent croire à une démolition, sinon radicale du

moins très importante, du tissu ancien. Or, l'observation du tissu de la rue Gorki (Tverskaïa), premier grand chantier et artère principale de la ville depuis le XVII^e siècle, révèle que les ambitions ont été revues à la baisse. La rue a certes doublé de largeur, passant de dix-huit à quarante mètres, mais pas aux soixante mètres initialement prévus. La place Sovetskaïa (Tverskaïa) fut agrandie, mais dans une bien moindre mesure que ce que donnaient à imaginer les plans publiés. Tandis que, derrière les nouvelles façades, les arches monumentales s'ouvrent, non pas sur un grand espace végétal, mais sur du tissu dense, constitué par du bâti ancien et des ruelles au tracé irrégulier. Bien que la parcelle n'ait plus lieu d'exister en tant que traduction de la propriété privée, sa matérialisation physique perdure à travers les nombreuses clôtures. Mais s'agit-il réellement d'une révision à la baisse des ambitions initiales ? Des plans techniques de reconstruction de la rue Gorki, conservés aujourd'hui dans les archives, contemporains des plans d'apparence opératoire publiés dans la revue Stroitelstvo Moskvy, permettent de voir qu'au moment même de la publication de ces projets de reconstruction ambitieux, les démolitions réellement prévues ne touchaient que le bâti sur rue et encore de manière très partielle.

Enfin, malgré l'absence de documents permettant d'attester du nombre précis d'habitants dans ces quartiers centraux de la ville, il est peu probable que la densité annoncée du *kvartal* ait pu être maintenue à 400 habitants par hectare. La crise du logement, dont les années 1934-1955 constituent le pic, avec une moyenne de 4 m² par habitant, laisserait plutôt penser à une densité deux fois supérieure. Quant aux logements neufs conçus dans

ces immeubles, individuels sur les plans, ils se sont, pour beaucoup, transformés en appartements communautaires. Leur disposition, autour d'un long et large couloir central, a grandement facilité cette subdivision.

Kvartal ou maguistral'?: l'économique révèle le symbolique

L'application du modèle du kvartal dans le centre historique ne fut donc pas conduite conformément au projet pensé et dessiné. Le décalage entre le projet et son application s'explique avant tout par des raisons économiques. D'une part, la crise du logement était telle, qu'on pouvait difficilement envisager la démolition de constructions, même vétustes, susceptibles de servir d'abris. D'autre part, l'expropriation conduite lors de ce projet a obligé l'État à indemniser une partie de la population expropriée⁵, contrairement à la saisie de l'immobilier sans compensation, au lendemain de la révolution de 1917. Ce choix économique révèle les vrais choix symboliques, puisqu'il permet de lire l'arbitrage entre le couple kvartal/ maguistral', où la voie, la façade, la dimension publique, l'emporte sur l'unité bâtie, l'aménagement intérieur et « l'intime » (à défaut de pouvoir le nommer « privé »).

De fait, si les démolitions ont été bien moindres que celles envisagées dans le projet, elles furent rendues très visibles. Contrairement aux percées haussmanniennes, qui s'attaquaient au bâti de faible valeur des cœurs d'îlots, le plan de 1935 opère par élargissement, détruisant ce qu'il y a de plus précieux : le bâti sur rue. C'est la capacité des anciens bâtiments à être transformables ou déplaçables qui décide alors de leur conservation. Déplaçables car, grâce à l'importation d'une technique élaborée par les Américains au XIX^e siècle, quelques bâtiments parmi les plus importants ont changé de sol : coupés de leurs fondations, ceints par une ceinture métallique et placés sur un rail, ils sont repoussés au fond d'une cour, sur le nouvel alignement d'une rue, ou bien tournés à 90°. Et si le plan du kvartal n'a pas été réalisé dans le centre historique, la création d'une longue façade continue au gabarit et style architectural homogènes, offre, depuis les voies, l'impression d'un projet abouti.

C'est, paradoxalement, sous les premières années de la présidence de Khrouchtchev, en pleine discussion sur l'économie et la standardisation de la construction, que le *kvartal* sera réalisé dans la forme la plus proche de celle conçue dans le plan de 1935. Le quartier du sud-ouest de Moscou, autour de l'université Lomonossov, en est l'illustration. Et c'est peut-être à travers cet exemple que l'on peut

réellement parler de l'émergence, sinon de forme urbaine nouvelle, du moins de dimensions de division inédites. Car, si une évidente proximité formelle existe entre les différents dispositifs spatiaux des îlots à cour commune et le *kvartal* de la période stalinienne, la mise à la même échelle de ces formes urbaines, en révélant des différences notables de dimension, pose les limites de ces comparaisons.

Du politique à l'architecte : une fabrique de projet partagée ?

Nous avons rappelé en introduction les différences qui opposaient les approches « totalitarienne » et « révisionniste » dans l'écriture de l'histoire soviétique. Notre thèse contribue-t-elle à remettre en cause l'affirmation de la mainmise du politique dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture ? Défend-elle l'idée de l'autonomie de la profession de l'architecte ? Pour essayer de comprendre le partage des rôles entre l'acteur politique et l'acteur architecte nous prendrons l'exemple d'une négociation autour du destin d'un bâtiment du XVII^c siècle – la tour Soukharevskaïa.

Le 17 août 1933, le quotidien Rabotchaïa Moskva (Moscou ouvrière) publie une information concernant la démolition de la tour Soukharevskaïa. Dix jours plus tard, un groupe d'architectes et d'historiens de l'architecture envoie une lettre adressée à Staline et à l'un de ses proches collaborateurs, président de la Commission du plan de Moscou, Kaganovitch6. Dans cette lettre, les représentants de la corporation architecturale déclarent « s'opposer fermement [...] à la destruction d'une œuvre d'art de haut talent, dont la force équivaudrait à la destruction d'un tableau de Raphaël ». Ils proposent d'élaborer rapidement un projet de réorganisation de la place Soukharevskaïa, qui permettrait de conserver la tour, tout en résolvant les problèmes de circulation sur la place, raison invoquée pour décider de sa démolition. La consultation des échanges de courriers entre Staline et Kaganovitch permet de voir les mécanismes et les stratégies de prise de décision de ces deux principaux acteurs politiques. Le 18 septembre 1933, soit un mois après la publication de l'article, Staline envoie en effet à

^{5.} En réalité, seuls les habitants disposant d'une *propsika* (passeport intérieur) et certaines catégories de population pouvaient prétendre à cette indemnisation qui consistait en paiement de 2 500 roubles, soit l'équivalent, en 1934, de dix mois de salaire moyen.

^{6.} Lazar Kaganovitch a été, à partir de 1930, secrétaire du Comité central du Parti (CK VKP), puis a dirigé le travail du Bureau organisationnel et toute une série de sections les plus importantes du CK, ainsi que les réunions du *Politburo* durant l'absence de Staline et les différentes commissions du *Politburo*. Durant ces années, il a également dirigé l'organisation du Parti de Moscou, remplaçant Staline à la Commission de la défense et, à partir de 1934, la Commission au transport ferré et la Commission du contrôle du Parti. Entre 1931-1935, c'est lui qui suit le projet de la reconstruction de Moscou.

Kaganovitch une lettre qui scelle définitivement le sort de la tour Soukharevskaïa : « Nous avons étudié la question de la tour Soukharevskaïa et sommes arrivés à la conclusion qu'il faut absolument la démolir. Nous proposons de démolir la tour Soukharevskaïa et d'élargir la circulation. Les architectes qui protestent contre la démolition sont aveugles et sans perspectives⁷ ». Dans sa réponse, envoyée deux jours plus tard, Kaganovitch prend acte de cette décision, mais exprime son souci de garder la face devant les architectes à qui il avait auparavant demandé de produire un projet, donnant ainsi l'espoir d'une issue heureuse: « Concernant la tour Soukharevskaïa, après votre premier télégramme, j'ai donné pour tâche aux architectes de soumettre un projet de reconstruction (de l'arche), pour soulager la circulation. Je n'ai pas promis que nous mettions fin à l'idée de la démolition, mais je leur ai dit que cela dépend dans quelle mesure leur projet résoudra le problème de la circulation. Maintenant j'aurais aimé vous demander de me permettre d'attendre un peu, pour recevoir un projet de leur part⁸ ».

La consultation du fond de Kaganovitch⁹ permet de constater qu'à cette date, il avait déjà reçu une lettre collective signée par l'historien de l'architecture Grabar, les architectes Fomine et Joltovski et la sculptrice Moukhina, lettre accompagnée d'une première esquisse proposant de percer cinq passages dans la tour.

Fin stratège, Kaganovitch s'arrange pour suivre les ordres de Staline tout en préservant son image de « père protecteur » auprès de la corporation des architectes : « Dans la mesure où il [le projet] ne va pas bien sûr nous convenir, nous allons leur déclarer que nous démolissons la tour Soukharevskaïa. Si vous trouvez qu'il ne faut pas attendre, j'organiserai bien sûr cette affaire au plus vite, c'est-à-dire maintenant, sans attendre leur projet¹⁰ ». Ce à quoi Staline répond quatre jours plus tard : « À propos de la tour Soukharevskaïa je n'ai pas l'intention de vous presser¹¹ ». Pourquoi se presser, en effet, puisque la décision était entérinée ? La tour Soukharevskaïa a été démolie au printemps 1934.

Cet exemple, s'il illustre à merveille les mécanismes de prise de décision autour d'un objet symboliquement important, suffit-il pour autant de conclure à la mainmise absolue du politique sur le domaine architectural ? Le décideur politique – et les divers témoignages conservés

54

semblent le confirmer, tout au moins pour Kaganovitch – travaille d'arrache-pied, se montre présent sur les chantiers, se documente pour être, ou du moins paraître, omniscient. Mais s'il aspire au contrôle absolu, cela ne signifie pas pour autant qu'il y parvienne. Sans remettre en cause ses velléités du pouvoir absolu, nous avons pu montrer dans notre thèse les limites de ce contrôle pour des raisons simples de faisabilité. En effet, s'il pouvait aspirer à l'omniscience, il ne pouvait pas assurer son omniprésence. Bien des objets, moins visibles, moins polémiques que la tour Soukharevskaïa ont pu ainsi se faire loin de cet interventionnisme affiché de Staline, dans un échange réel entre les architectes et leur principal « commanditaire », Lazare Kaganovitch.

La correspondance Staline-Kaganovitch, qui ne peut évidemment être considérée en tant que source unique, ne témoigne d'ailleurs que d'une autre intervention directe de Staline dans les affaires architecturales - son choix du projet lauréat du Palais des Soviets et ses critiques sur la forme à donner à cet édifice. Plus encore, la consultation de l'ensemble de la correspondance entre 1931 et 1936, soit la période correspondant à l'élaboration du plan et ses tous premiers chantiers de réalisation, montre que sur huit cent soixante-deux lettres échangées entre Staline et Kaganovitch, treize seulement se référèrent plus ou moins aux travaux d'urbanisme et d'architecture et une lettre, envoyée par Kaganovitch concerne directement le plan de reconstruction de Moscou. Aussi importantes qu'elles aient pu être, les affaires architecturales viennent bien loin derrière les questions relatives au déficit du commerce extérieur, la situation en Extrême-Orient, les échanges avec l'Amérique (notamment concernant la construction des usines automobiles) et l'acheminement du pétrole depuis le Caucase.

Qu'en est-il maintenant de l'autonomie des architectes et de leurs conditions d'exercice ? La nécessité d'utiliser la science des architectes formés avant la révolution, assure à ces derniers une certaine invulnérabilité. On peut d'ailleurs constater deux phénomènes : celui de la grande longévité de la génération des architectes nés durant la deuxième moitié du XIX° siècle et l'arrivée massive à Moscou des architectes léningradois, les deux phénomènes se recoupant puisque ces doyens étaient pour beaucoup originaires de Leningrad. Ce sont ces acteurs, assez éloignés des idéaux proclamés par le Parti et pour certains n'en ayant pas la carte, qui accèdent aux commandes durant les années 1930 et occupent les postes clés du plan de 1935.

Par ailleurs, hormis quelques figures réellement exceptionnelles de l'avant-garde des années vingt, tels Konstantin Melnikov et Ivan Leonidov, qui intègrent d'ailleurs au commencement les nouvelles structures de planification, la très grande majorité des architectes actifs durant les années vingt, se fondent, sans grande difficulté, dans cet appareil d'État.

Une observation attentive des groupements des architectes montre d'ailleurs que les oppositions ne se dessinaient

^{7.} RGASPI/558/11/81/9, publié dans Xlevnjuk O., Devis R., Koseleva L., Ris E., Rogovaja L. (sostaviteli), *Stalin i Kaganovi. Perepiska*. 1931-1936 [*Staline et Kaganovitch*. *Correspondance* 1931-936], Moskva, Rosspen, 2001, p. 348.

^{8.} Ibid.

^{9.} RGASPI/81/3/182/47-49.

^{10.} *Ibid*.

^{11.} RGASPI/81/3/100/17-21, publié dans O. Xlevnjuk, op. cit., p. 359.



pas tant entre les « classiques » et les « modernes » ou les anciens et les jeunes, mais étaient davantage déterminées par les personnalités des acteurs et les proximités humaines. Ainsi, Ivan Joltovski, l'architecte petersbourgeois installé à Moscou depuis le début du XX^e siècle, palladianiste convaincu et doyen des architectes, va voir se regrouper autour de lui les principaux représentants de l'avant-garde architecturale. Ce sont les jeunes architectes Konstantin Melnikov, Ilia Golossvov, Ivan Leonidov qui le font venir aux Vkhoutemas12 dès 1918, qui travaillent sous sa direction durant les années vingt dans les premiers ateliers de projets d'État. Mais c'est aussi Ivan Joltovski, jouissant d'une certaine protection de Kaganovitch, qui va s'en servir pour défendre et protéger ces mêmes architectes lorsqu'ils se trouveront éloignés du système et, par là même, des moyens d'existence.

Nous écrivions plus haut que la nécessité d'utiliser la science des architectes formés avant la révolution, leur assurait une certaine invulnérabilité. Nous pourrions ajouter que la corporation des architectes a également été davantage épargnée par les purges staliniennes que d'autres corporations artistiques ou scientifiques, tout au moins les

formes de condamnation semblent avoir été moins violentes. La protection dont jouissent les architectes reste cependant fragile et l'année 1937 constitue, dans le milieu architectural comme ailleurs, un moment de césure important. Pour autant, à épouser la vision « totalitarienne », à réduire la figure de l'architecte à celle d'un simple exécutant du décideur politique conduirait à lui retirer toute responsabilité morale. Or, si dans de nombreuses situations les architectes ont été contraints de se plier aux volontés exprimées par les décideurs politiques, certains ont également fait preuve d'un zèle dont la justification ne peut se trouver uniquement dans la crainte de perdre son emploi ou d'être banni par le système. La figure de Karo Alabian, président de l'Union des architectes, mais aussi celle des architectes prolétariens zélés tels Mordvinov ou Golts, auteurs de nombreuses opérations de logements, toujours prêts à dénoncer leurs collègues, ne fait que confirmer la dimension révélatrice des vraies personnalités de chacun dans des contextes où les enjeux de pouvoir empreignent toute la vie.

Au-delà du cas particulier du plan de reconstruction de Moscou de 1935, de ses projets et de ses acteurs, notre thèse soulève la question de comment écrire l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture en rapport avec le politique, dans un contexte où ce dernier exerce un contrôle étendu sur la production.

Références bibliographiques

56

Azarova K., (2007), L'appartement communautaire. L'histoire cachée du logement soviétique, Paris, Éditions du Sextant.

Blum A., (2004), *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Éditions Payot, (1^{re} édition 1994, Librairie Plon).

Blum A., Mespoulet M., (2004), L'Anarchie bureaucratique, statistique et pouvoir sous Staline, Paris, La Découverte.

Bouvard J., (2005), *Le métro de Moscou. La construction d'un mythe soviétique*, Paris, Éditions du Sextant.

Castillo G., (1995), « Gorki Street and the Design of the Stalin Revolution », in Moscow, Steets critical perspectives: a public space, ed. by Celik Z., Favro D. and Inegesoll R., pp. 67-70.

Chaigneau A., (2008), *Le droit de propriété* en mutation. Essais à la lumière du droit russe, Paris, Éditions Dalloz.

Claude V., (2006), Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XX^e siècle, Marseille, Éditions Parenthèses, collection Eupalinos.

Cohen J.-L., « The Moscow Plan of 1935: when Stalin meets Haussmann », in Art & Power, Europe under the dictators 1930-45, sous la direction de Ades D., Benton T., Elliott D. and Boyd Whyte I., pp. 246-249.

Cohen J.-L., (1995), Scènes de la vie future. L'architecture européenne et la tentation de l'Amérique. 1893-1960, Paris, Flammarion,

Cohen J.-L., (1993), « L'oncle Sam au pays des Soviets. Le temps des avant-gardes », in Cohen J.-L., Damish H. (dir.), Américanisme et modernité. L'idéal américain dans l'architecture, Paris, EHESS/Flammarion, pp. 403-435.

Cohen J.-L., de Michelis M., Tafuri M., (1979), URSS 1917-1978 : la ville, l'architecture, Paris, L'Équerre.

Colton Timothy J., (1995), *Moscow: Governing the Socialist Metropolis*, Cambridge, London, The Belknap press of Harvard University press.

De Magistris A. (dir.), (1997), *URSS, Anni* 1930-50. *Paesaggi dell' utopia staliniana*, Turin.

De Magistris A., (1995), La costruzione della città totalitaria, Il piano di Mosca e il dibattito sulla città sovietica tra gli anni venti e cinquanta, Torino, città Studi Edizioni.

Fitzpatrick S., (1982), *The Russian Revolution, 1;* 17-1932, New York, Oxford University Press.

Fitzpatrick S., (1992), The Cultural Front: Power and Culture in Revolutionary Russia, Studies in Soviet History and Society, Ithaca, Cornell University Press.

Golomstok I., (1991), *L'art totalitaire. Union soviétique, IIIº Reich, Italie fasciste, Chine*, (traduit de l'anglais par Levy-Braun M.), Paris, Éditions Carré.

Groys B., (1990), *Staline, œuvre d'art totale* (traduit du russe par Laliard É.), Paris, Éditions Jacqueline Chambon.

Hudson H. D. Jr., (1994), *Blueprints and Blood: the Stalinization of Soviet Architecture,* 1917-1937 Princenton, New Jersey, Princeton University press.

Huet B., (1977), « Formalisme réalisme », L'Architecture d'aujourd'hui, n° 190, pp. 35-36.

Kondratieva T., (2002), Gouverner et nourrir. Du pouvoir en Russie (XVI^e-XX^e siècles), Paris, Les Belles Lettres.

Kopp A., (1967), Ville et révolution, Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt, Paris, Éditions Anthropos.

Kopp A., (1978), *L'architecture de la période stalinienne*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Kopp A., (1979), Architecture et mode de vie, textes des années vingt en URSS, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Lewin M., (1987), *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard.

Malia M., (1995), La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991, (traduit de l'anglais par Bardos J.-P.), Paris, Éditions du Seuil.

Moine N., (1997), « Passeportisation, statistique des migrations et contrôle de l'identité sociale », *Cahiers du Monde Russe*, EHESS, n° 37, pp. 587-600.

Moriconi-Ebrard F., (2000), De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du monde, Paris, Éditions Ophrys. Nérard F.-X., (2004), Cinq pour cent de vérité. La dénonciation dans l'URSS de Staline (1928-1941), Paris, Tallandier.

Osokina E., (2001), *Our daily bread: socialist distribution and the art of survival in Stalin's Russia, 1927-1941*, London, M.E. Sharpe.

Paperny V., (2002), Architecture in the age of Stalin, Culture two (1985), (translated by Hill J. and Barris R.), Cambridge, Cambridge University press.

Rossi A., (1977), « Une éducation réaliste », L'Architecture d'aujourd'hui, n° 190, p. 39.

Rossi A., (1977), « Entretien avec Aldo Rossi », *L'Architecture d'aujourd'hui*, n° 190, pp. 41-45.

Schlogel K., (2006), *Moscow*, London, Reaktion books.

Traven V., (2005), *La Datcha en Russie de 1917* à nos jours, Paris, Éditions du Sextant.

Tsiomis Y., (2008), « Architecture totalitaire ou discours totalitaires sur l'architecture ? », in losa I. (dir.), L'architecture de régimes totalitaires face à la démocratisation, Paris, l'Harmattan.

Venturi R., Scott Brown D., (1976), « Entretien », AMC, n° 39, pp. 95-102.

Werth N., (1996), « Pour une nouvelle historiographie de l'URSS ». Les Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, Actes de la table ronde tenue à l'IHTP le 28 mai 1996, cahier n° 35 (sous la direction de Werth N.).

Xlevnjuk O., (1996), Le cercle du Kremlin: Staline et le bureau politique dans les années 30: les jeux du pouvoir, (traduit du russe par Forgues P. et Werth N.), Paris, Éditions du Seuil.

Biographie

ÉLISABETH ESSAÏAN est architecte, docteur en architecture et ancienne pensionnaire de la Villa Médicis (2008-2009). Elle est maître-assistant associée à l'ENSA de Paris-Malaquais. Elle enseigne également à l'ENSA de la Ville et du Territoire et l'ENSA de Normandie et participe aux programmes de recherche et de l'enseignement à l'EHESS et à Science-Po.

Ses principaux axes de recherche portent sur la fabrique des projets architecturaux et urbains, les relations entre les acteurs politiques et professionnels, les vocabulaires de la ville, les représentations architecturales et urbaines.

Elle a publié récemment « Bul'var », « kvartal », « magistral' », « park », « sad », « vysotka », in Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule, Brigitte Marin (dir.), L'aventure des mots de la ville, Paris, Robert Laffont, 2010; Portrait de Moscou, Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine/IFA, collection « Portrait

de ville », 2009 ; « Le style, l'économie et le politique. L'architecture "stalinienne" au-delà des symboles », in Ioana Ioasa (dir.), L'architecture des régimes totalitaires face à la démocratisation, Paris, Éditions de l'Harmattan, coll. Aujourd'hui l'Europe, 2008, pp. 59-74; « Kvartal, forme urbaine et vie sociale. Du projet à la réalisation », in Paola Pellegrini, Paola Viganò (dir.), Comment vivre ensemble, Venezia, Officina edizioni, 2006; Nikolaï Milioutine, Sotsgorod, Le problème de la construction des villes socialistes, présenté par Jean-Louis Cohen, traduit du russe par Elisabeth Essaïan, Paris, Éditions de l'Imprimeur, 2002 ; « L'Amérique des architectes russes et soviétiques : miroir et projections des ambitions urbaines ; 1876-1953 », Espaces et sociétés, « les États-Unis : un modèle urbain », n° 107, 2001, pp. 37-64.

lisessaian@orange.fr